



Paris, Le 16/12/2019

Les jambes de vingt ans sont faites pour aller au bout du monde

Le président de la République s'était présenté au SPIP de Paris le 2 mars 2018 avant de présenter son projet pour la justice.

Après deux ans de mandat, l'espoir suscité par cette rencontre médiatique laisse place à la consternation.

Personnels du SPIP 75, tous corps confondus, nous constatons au quotidien les conséquences des politiques du détricotage de la protection sociale, des autres services publics et de la précarisation des travailleurs. Nous percevons la détresse de la situation des sans-papiers, des personnes avec des troubles psychiatriques, des sans ressources, sans logement, de ceux qui survivent à Paris avec le RSA, de ceux qui travaillent sans pouvoir se loger, des Daniel Blake face à la dématérialisation des démarches administratives qui marginalisent encore plus ceux qui ne peuvent maîtriser l'outil informatique.

Toutes ces politiques d'austérité, de casse du service public, de démantèlement progressif des protections du droit du travail et des protections sociales ont des effets directs sur la vie de nos concitoyens usagers, mais aussi sur les nôtres en tant que professionnels comme dans nos vies privées.

Ces politiques publiques suscitent une contestation de plus en plus vive de la population. Les réponses de la puissance publique restent aujourd'hui insatisfaisantes. Des instances internationales, des associations comme la Ligue des droits de l'homme et Amnesty International ont dû rappeler les contours de libertés publiques telles que la liberté de manifester et dénoncer les risques des mécanismes de judiciarisation où l'intention est condamnable plutôt que l'acte, suite aux manifestations des gilets jaunes.

Au SPIP de Paris comme ailleurs, nous sommes désormais chargés d'assurer le suivi judiciaire d'opposants syndicalistes ou de simples citoyens qui ont manifesté contre tel ou tel aspect de ce projet de société parfois en choisissant la désobéissance civile ou l'affrontement.

Pour tous les personnels du SPIP75, le constat est amer. Notre service doit traiter les conséquences tant socio-économiques que judiciaires de ces politiques menées à marche forcée.

CGT Insertion Probation

UGFF-CGT 263, rue de Paris – case 542 – 93514 Montreuil Cedex

Téléphones 01.55.82.89.69 ou 01.55.82.89.71 – Courrier électronique : sipip.cgt@gmail.com

<http://www.cgtspip.org/>

Est-ce ainsi que nous devons comprendre la construction de nouvelles places de prison et le développement de la mesure de surveillance électronique ab-initio ?

Depuis nos lignes du socio-judiciaire, clairement, le compte n'y est pas.

Dans un contexte de manque de moyens (pour illustration : 110 suivis pour un CPIP à temps plein), de recrutements de contractuels pour tenter de remplacer les titulaires sur le départ, de tâches supplémentaires à effectuer dans une logique gestionnaire, les services ne continuent de tenir que par le dévouement des personnels qui ne ménagent pas les heures supplémentaires.

Le moment est donc particulièrement mal choisi pour engager une réforme des retraites dont les contours sont flous et dont on peut craindre une forte baisse de nos pensions. En effet, un calcul sur la carrière entière au lieu des 6 derniers mois est une véritable régression. Proposer un mécanisme de compensation reposant sur la prise en compte des primes est inopérant dans la mesure où ces dernières étaient déjà prises en compte pour le calcul de nos retraites ! En outre, nous rappelons qu'une prime peut toujours être supprimée !!

Le moment est encore plus mal choisi pour attaquer simultanément les garanties d'équité et de transparence qui présidaient à la gestion des mobilités des personnels.

A quoi bon se dévouer pour le service public si c'est pour être astreint aux obligations du statut sans bénéficier de ses protections ?

Dans un tel contexte, au vu du décalage entre le discours et les réalités, les personnels du SPIP75 réunis en AG ne peuvent qu'être particulièrement exaspérés.

Il a donc été décidé de :

- - Rejoindre les manifestations partout en France
- - Poursuivre du mouvement dans les SPIP
- - Rejoindre le rassemblement du 18/12 lors de la tenue du CTM

Tout est lié ! Au-delà de la réforme des retraites et de l'attaque sur l'équité dans nos mobilités, nous sommes face à un choix de société qui n'est pas celui du vivre ensemble et de la justice sociale.

Avec nos jambes de 20 ans, le mardi 17 décembre sera l'occasion d'exprimer fortement le refus de ces mesures !